

Conseil national des 2 et 3 juillet 2022

Rapport de Fabien Roussel

Cher·e·s camarades,

La réunion de ce conseil national intervient à un moment très important de notre histoire politique.

Elle constitue un premier temps d'échange après la séquence électorale qui appelle un débat approfondi des communistes dans les organisations du parti et partout en France.

Des équilibres anciens, puissamment ancrés, ont vacillé au cours des dernières semaines et spécialement cette semaine à l'Assemblée nationale.

Dans le même temps, la crise que nous subissons aujourd'hui est planétaire. Elle est marquée par l'intensification de la guerre économique, sur fond de dérèglement climatique et de conflits armés dévastateurs comme celui qui embrase l'Ukraine et son peuple depuis plus de 4 mois.

Cette guerre provoque d'immenses souffrances humaines et porte de nouveaux risques mondiaux majeurs. Cette guerre est l'explosion de l'inflation, alimentée par des profiteurs et des spéculateurs, soulève aussi de nombreuses inquiétudes dans le pays et en Europe et suscite des attentes auxquelles nous devons répondre.

En France, face à la menace de l'extrême droite, aux portes du pouvoir, mais aussi en France fort de l'espoir suscité par l'union de la gauche, notre responsabilité à faire grandir une alternative politique porteuse des changements radicaux indispensables aux progrès humains et à la protection de notre environnement, est plus forte que jamais.

Je dis d'emblée mon sentiment, il y a un double écueil à éviter pour y parvenir.

D'un côté, celui de penser qu'il suffirait simplement de mieux porter nos propositions, les changements que nous voulons, pour qu'ils soient enfin entendus. De l'autre, celui de penser que peu importent les différences de programme ou de conception du rassemblement, pour peu que nous avancions unis avec les autres forces de gauche.

Alors, comment faire ? Quelles questions nous avons à répondre ?

D'abord, celle que nous nous posons. Comment construire une majorité ? Comment faire gagner le peuple, les transformations indispensables à notre pays ? Comment faire gagner l'union, qui est force vive du pays, l'union des forces de gauche, écologistes, sociales et citoyennes, face au pouvoir en place. La question se pose avec encore plus de force aujourd'hui.

Comment permettre à la majorité des femmes et des hommes exploités, autant dans les villes et les villages de notre pays, de prendre conscience de leurs intérêts communs ? Comment réussir à stopper la progression de l'extrême droite et faire grandir l'espoir uni à gauche ?

Voilà les questions que je souhaite que nous puissions approfondir ensemble.

Pour toutes ces raisons, nous devons aujourd'hui porter une analyse approfondie de la situation politique actuelle, née de la double séquence électorale, mais aussi définir les contours d'une intervention communiste la plus utile à notre peuple.

Je reviens sur la situation internationale.

Face à la guerre en Ukraine, tout doit être entrepris pour obtenir un cessez-le-feu et le plus rapidement possible. Or, pour le moment, malgré la succession de sanctions prises à l'encontre du pays agresseur, aucune issue positive ne se dessine. Pire, les logiques d'escalade sont attisées avec la demande d'intégration de l'Ukraine dans l'UE, avec les demandes d'élargissement de l'Otan, avec la surenchère militaire comme seule réponse.

Un nouveau document stratégique a été écrit par les pays membres de l'Otan qui se sont réunis cette semaine, ciblant nommément la Russie et la Chine. Nous n'avons aucun élément de ce document stratégique. Le Parlement français n'est même pas consulté, informé de cette réorientation importante dont personne ne mesure les conséquences aujourd'hui. La question même de l'élargissement de l'Otan à la Suède et à la Finlande fait l'objet de tractation et de négociations honteuses. Avec Erdogan et la Turquie, conduisant à accélérer l'offensive d'Erdogan contre le peuple kurde et les forces qui résistent. Tous les éléments d'un conflit mondial sont sur la table.

Le Parlement doit être saisi de cette question. C'est extrêmement grave. Y compris la décision de renforcer de 300 000 hommes les forces de l'Otan en Europe.

Et nous avons besoin, nous, au Parti communiste, d'approfondir nos réflexions sur ce sujet car l'actualité va très vite.

A ce titre, le vote du Parlement européen concernant l'intégration de l'Ukraine dans l'UE a montré une nouvelles fois les difficultés de la gauche à partager une position sur ce sujet. Dans le groupe de la GUE, des députés ont voté pour, d'autres ont voté contre et d'autres encore se sont abstenus. Qu'aurions nous fait, en pareille situation ?

De même, tout se passe comme si il n'y avait d'autre choix que la guerre en Ukraine s'installe dans la durée. Nous ne pouvons pas nous résigner à cette perspective.

Le temps est venu, pour la France, de prendre de nouvelles initiatives politiques. Notre engagement ne peut pas se réduire à des livraisons d'armes, à l'élargissement de l'Otan et à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Il n'y a pas de fatalité à la guerre. C'est pourquoi nous devons, sans relâche, plaider pour l'organisation d'une conférence pour la paix et la sécurité en Europe. Une conférence à laquelle seraient conviés tous les Etats concernés, en premier lieu l'Ukraine et la Russie. Notre jeunesse mérite un autre horizon que celui des tensions militaires permanentes, nourries par une course aux armements hors de tout contrôle.

La jeunesse, c'est elle aussi qui est attaquée par la Cour suprême de la première puissance mondiale : les Etats-Unis d'Amérique, avec la remise en cause du droit à l'IVG.

Face à ce recul historique, notre solidarité est totale avec les femmes américaines. Je participerai d'ailleurs à la manifestation cet après-midi à Paris pour représenter notre parti. Mais il faut aller plus loin. En obtenant la constitutionnalisation de ce droit à l'IVG dans notre pays, mais aussi en le rendant véritablement effectif pour toutes les femmes, en France, ce qui n'est malheureusement pas encore le cas, notamment pour celles issues des milieux populaires. Ce sont elles d'abord qui subissent de plein fouet la fermeture de 130 centres IVG en 10 ans.

Amplifions également le combat contre toute marchandisation du corps, contre la GPA ou pour l'abolition de la prostitution.

Amplifions toutes nos initiatives avec toutes les forces de progrès, en Europe et dans le monde, pour résister, mais aussi pour faire valoir notre conception du monde et de son organisation.

Nous avons des points d'appui en ce sens.

Je pense évidemment à la puissance du mouvement émancipateur qui traverse la quasi-totalité du continent sud-américain et d'Amérique centrale. Cet élan s'est notamment traduit par la victoire historique d'un président de gauche en Colombie et par l'engagement de réformes progressistes très importantes au Chili.

Tout cela est porteur de belles promesses. Même si chacun voit bien l'ampleur des obstacles à surmonter pour débarrasser l'humanité et la planète d'un système qui l'opprime et la détruit progressivement.

La crise que nous vivons est celle de la domination du capital, de la course effrénée vers le profit, quel qu'en soit le prix à payer. Cette crise, fruit de la mondialisation initiée dans les années 80, s'est accélérée sous l'effet de la pandémie. Elle est aujourd'hui amplifiée par la guerre qui sévit sur notre continent. Mais elle a aussi été nourrie par les politiques des gouvernements qui se sont succédé à la tête de notre pays. Tout cela pèse considérablement sur la vie de nos concitoyens et, de fait, sur nos consciences.

La France en crise profonde

Les logiques de cette crise, conjuguées à la volonté des classes dirigeantes d'en faire payer le prix au monde du travail et aux classes populaires, ont profondément abîmé nos territoires et notre République. Elles ont maltraité et divisé les travailleurs et les travailleuses, au nom de la baisse du coût du travail, et pesé sur l'avenir de la nation en la privant progressivement de son industrie, de ses services publics, de son potentiel productif.

Avec Macron, ces mêmes logiques sont plus que jamais à l'œuvre. Ce sont elles qui imposent l'austérité budgétaire pour répondre aux exigences des marchés financiers et de leurs relais à la Commission européenne.

Dans ces conditions, comment s'étonner d'une colère sociale qui n'en finit plus de gronder ?

Cette colère s'est exprimée fortement dans les urnes. D'abord en votant majoritairement pour l'extrême droite, j'y reviendrai.

Mais aussi, en votant pour les candidats de gauche à la présidentielle. Et aussi, aux candidats de la Nouvelle union populaire, écologique et sociale qui se sont présentés lors des élections législatives.

Cette colère, ou plutôt la résignation face à cette situation, s'est exprimée fortement avec une abstention qui ne cesse de progresser, jusqu'à représenter plus de la moitié du corps électoral aux dernières élections législatives.

Cette crise globale de la représentation est un terreau fertile sur lequel prospèrent les populismes, les complotismes de toute nature, et naturellement l'extrême droite.

De ce point de vue, la séquence électorale qui s'achève doit être analysée avec beaucoup de lucidité.

Je veux en préambule donner quelques éléments s'agissant de notre parti et des résultats de la double campagne.

Nous nous étions donné pour objectifs, lors de la Conférence nationale, de porter notre projet et nos propositions pour la France avec une candidature à l'élection présidentielle et de travailler simultanément à la construction d'un pacte d'engagements communs pour les législatives. Un pacte qui devait assurer un renforcement sensible de la gauche à l'Assemblée, très affaiblie dans le précédent mandat, et en son sein, un renforcement du groupe communiste.

Par ailleurs, et ce n'est ni un détail, ni une préoccupation boutiquière – nous le verrons en examinant le budget demain – nous avons également en tête de préserver les moyens financiers de notre intervention, avec un nombre de voix aux législatives nous permettant à la fois de maintenir et même d'élargir l'influence communiste, tout en pérennisant l'aide publique à notre parti pour la durée de la législature.

Pour l'essentiel, ces objectifs sont remplis.

Les législatives d'abord.

Avec près de 530 000 voix et un parlementaire en plus, puisque nous avons malheureusement perdu la circonscription tenue par Alain Bruneel, mais nous en avons gagné deux élus avec Nicolas Sansu, dans le Cher et Jean-Marc Tellier, dans le Pas-de-Calais. Je voudrai saluer l'ensemble des députés qui ont été réélus lors de ces élections législatives, saluer Yannick Monet, présent dans la salle et qui siège avec nous et qui a succédé à Jean-Paul Dufrègne.

Et saluer aussi Soumya qui succède à Marie-George Buffet. Des nouveaux visages dans notre groupe vont siéger à l'Assemblée Nationale.

Aujourd'hui, avec ces élections, ces résultats, les conditions ont été créées pour disposer d'un groupe politique de 22 député-e-s à l'Assemblée, composé des 12 député-e-s communistes et de 10 député-e-s ultra-marin-e-s. Je salue le travail inlassable d'André Chassaigne qui a permis de réunir 10 député-e-s ultra-marin-e-s, très sensibles à nos combats et heureux de rejoindre un groupe et je cite l'un d'entre eux « un groupe qui a su marier dans son histoire et encore aujourd'hui communisme, syndicalisme et décolonialisme ».

Je salue d'ailleurs André Chassaigne pour sa réélection à la présidence dans ce groupe et d'ailleurs d'avoir 10 député-e-s ultra-marin-e-s de la Réunion, de la Polynésie, de Martinique.

Dans notre groupe, c'est une force sur laquelle il va nous falloir compter. Et je souhaiterais que l'on puisse un jour les accueillir dans nos travaux et avoir un échange sur ce qu'ils vivent dans leurs territoires, qui sont différents selon les continents, mais qui nous permettre aussi de progresser sur notre intervention dans ces territoires.

Ce groupe est un point d'appui décisif, pour les luttes évidemment, mais aussi pour faire vivre nos propositions originales et être le plus utiles à notre peuple.

Cela nécessitera d'améliorer encore le travail entre nos groupes parlementaires et le parti, ses commissions de travail et ses instances nationales et locales. Ils devront continuer de travailler

ensemble avec Eliane Assassi, présidente du groupe CRCE et André Chassaigne, réélu président du groupe GDR, sont totalement investis dans cette perspective.

Un travail qui sera d'autant plus important que l'année prochaine, la prochaine échéance électorale sera les sénatoriales, avec un enjeu fort pour notre groupe et donc nous aurons aussi ici une séance consacrée à cette élection et à ses enjeux dès la rentrée.

Dans la période qui s'ouvre, la campagne présidentielle que nous avons vécue représente un précieux atout pour le parti, pour son organisation et pour la place que nous entendons occuper dans la vie politique et au sein de la gauche.

Lors de cette campagne nous avons semé des idées originales, nouvelles : pour remettre le travail et le monde du travail au cœur du projet de changement de société ; pour reconstruire les fondements d'une République sociale, démocratique, laïque, universaliste, féministe, écologiste ; pour défendre une vision de la France et de son rôle essentiel en faveur d'un autre ordre du monde, pacifique, solidaire et coopératif.

Cette campagne a permis de renouer des liens avec de nombreux électeurs de gauche, avec des secteurs du monde du travail et du mouvement social.

Je vous annonce ce chiffre ce matin, nous avons 3 068 adhésions nouvelles en un an dans notre parti. C'est une force importante qu'il va falloir entretenir. Je vous invite à les accueillir et créer les conditions de leur implication dans notre activité. Nous avons tellement besoin de cette force nouvelle dans nos fédérations.

Chaque fédération pourrait organiser, si ce n'est pas encore effectué, à la rentrée, un pot d'accueil avec ces nouveaux adhérents, vérifier qu'ils ont bien leur carte, leur proposer un abonnement à *l'Humanité*, ainsi qu'à *La Marseillaise* dans les Bouches-du-Rhône – pourquoi pas leur offrir ça fait 3 000 abonnements pour l'Huma – leur proposer une formation d'accueil... Bref, discutons avec eux pour connaître leurs motivations, leurs centres d'intérêts, pour mieux les connaître et ne pas les perdre !

Avec cette candidature, puis avec l'union aux législatives, nous avons contribué à redonner de l'espoir face à la victoire annoncée de la droite.

Notre candidature, nos Jours heureux, le ton que nous avons donné, la parole que nous avons portée en direction de tous les Français, dont ceux des communes rurales qui se sentent abandonnées par la gauche, tout cela reste aujourd'hui dans bien des têtes parmi nos concitoyens. Comme moi, vous devez rencontrer beaucoup de monde qui vous en parle, avec énormément de sympathie et d'encouragement à poursuivre dans cette voie. Nous avons marqué des points chez les jeunes, chez les ouvriers, chez les cadres.

Et nous avons remis au goût du jour des marqueurs forts de la gauche pour des millions d'électeurs !

Nous devons être fiers de cela et continuer à porter haut ces valeurs et ces combats.

Certes nous avons lourdement pâti d'un vote dit « utile » à gauche. Beaucoup d'électeurs ont préféré voter pour Jean-Luc Mélenchon, ou même pour Marine Le Pen pour d'abord battre Macron, quel que soit le candidat et les idées que ce candidat portait.

Quoi qu'il en soit, même s'ils n'ont pas fait le choix du vote pour la « France des Jours heureux », un très grand nombre d'électeurs et d'électrices de gauche ont pu apprécier la qualité et le caractère novateur de nos propositions.

Cela va compter dans la situation de grande instabilité dans laquelle la France se trouve à présent plongée.

Le président Macron sort en effet extrêmement affaibli de la double séquence électorale. Jamais, sous la V^e République, et singulièrement depuis l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, il n'aura manqué autant de sièges à un président réélu pour disposer d'une majorité législative.

Dès lors que cette sanction s'exerce à l'encontre du détenteur de la fonction présidentielle, clé de voûte de nos institutions, c'est une crise de régime qui vient de s'ouvrir dans notre pays. Avec l'hyper-présidentialisation du quinquennat, le Parlement et les partis vont retrouver la place qui leur était niée jusqu'à maintenant.

Pour tenter de rétablir sa situation, le président de la République fait le choix de la fuite en avant.

Il reste sourd aux attentes de notre peuple, il fait comme si son projet avait été ratifié au second tour de la présidentielle, il multiplie les manœuvres de diversion, et il va même jusqu'à évoquer une « union nationale ».

Comme si, à gauche, alors que la colère populaire gagne en intensité, quiconque pouvait se laisser séduire par son entreprise de casse sociale et de régression démocratique.

Notre peuple a un urgent besoin que sa vie change, que les salaires augmentent pour faire face à la hausse du coût de la vie, que la précarité recule, que l'âge du départ à la retraite revienne à 60 ans, que l'école et la santé deviennent des priorités pour la puissance publique, que des droits nouveaux à intervenir sur les décisions lui soient reconnus.

Les premières annonces relatives au pouvoir d'achat des Français du gouvernement témoignent d'un tout autre choix : une revalorisation des prestations sociales, bien inférieure à l'inflation, et parle d'un prétendu « bouclier » logement qui renonce à bloquer les prix des loyers, pour ne citer que ces exemples.

Rien sur une augmentation sensible du smic, sur la convocation d'une conférence sur les salaires comme je lui ai demandé, parmi d'autres propositions, lors de mon entrevue avec lui.

Rien non plus pour nous libérer du carcan des marchés financiers et de la hausse des taux d'intérêt qui risque de coûter dès cette année plusieurs milliards d'euros à la France dans le budget 2021.

En fait, Emmanuel Macron n'a qu'une idée en tête : infléchir encore plus à droite sa politique, en obtenant le soutien du parti « Les Républicains », et même l'appui tacite de l'extrême droite.

Je vous invite à regarder comment l'extrême droite va se comporter lors des textes de lois qui vont arriver à l'Assemblée nationale dès juillet, notamment le texte sur les première mesures d'urgence.

Je vous donne ce chiffre pour que vous puissiez voir l'équilibre fragile qui repose à l'Assemblée et la manière dont l'extrême droite peut devenir la complice de Macron.

Il y a 577 députés à l'Assemblée nationale et la majorité est donc portée à 289. A chaque fois que l'extrême droite s'abstiendra, nous retomberons à 244. La majorité donc pour faire un texte devient 244. Et la majorité de Macron, c'est 250.

C'est comme ça qu'ils envisagent de faire passer leurs voix, en comptant sur l'abstention de l'extrême droite ou en négociant leur abstention sur leurs textes. Nous l'avons vu lors de l'élection des vices-présidences de commissions, c'est le jeu qui est en train de s'installer, avec une extrême droite qui va jouer l'arbitre et qui va faire attention à ne pas jouer le jeu de l'obstruction.

Avec ce rôle-là, l'extrême droite peut se trouver renforcée, sauf si nous dénonçons cette pratique et cette complicité qui va s'installer à l'Assemblée.

Les forces d'extrême droite viennent de réaliser le score le plus élevé de toute l'histoire de la République à la présidentielle, aux législatives. Macron a lui-même joué les apprentis sorciers, d'abord en s'en servant comme d'un épouvantail qui lui permettrait d'assurer sa réélection, puis en laissant ses partisans ne pas donner de consignes de vote claires lorsque le Rassemblement national affrontait la gauche au second tour des législatives.

On en voit le résultat !

Après avoir atteint un score historique au second tour de l'élection présidentielle avec Marine Le Pen, l'extrême droite dispose désormais du deuxième groupe à l'Assemblée nationale, avec 89 députés.

Un plafond de verre a sauté, tant à la présidentielle qu'aux législatives. Cette nouvelle donne remet en cause toutes les certitudes sur la soi-disant impossibilité pour l'extrême droite d'accéder au pouvoir.

Alors que la droite va connaître un processus de recomposition et de redéfinition de sa stratégie, ce poids nouveau de l'extrême droite peut lui permettre d'appliquer une solution autoritaire et brutale à la crise française.

Il n'est pas anodin qu'une fraction non négligeable de l'électorat de droite ait voté sans états d'âme pour les représentants du RN pour battre la gauche unie lors de ces législatives.

Une telle perspective ne doit pas être minimisée, surtout quand on en connaît les conséquences pour les libertés, pour la démocratie, pour les droits sociaux. Décidément, comme nous n'avons cessé de le dire, la République est bien le grand enjeu du moment.

Nous avons besoin de travailler sérieusement sur les ressorts du vote en faveur de l'extrême droite.

C'est quand même la force grande gagnante de ces élections.

Les voix de ses candidats ont progressé de plus de 6 points avec 1,7 millions de voix en plus au premier tour de la présidentielle, et 7,5 points et 2,6 millions de voix au second tour par rapport à 2017. L'extrême droite progresse aussi fortement en nombre de voix dès le premier tour, s'invitant même maintenant dans les centres urbains.

Contrairement à 2017, Marine Le Pen a confirmé sa percée aux deux tours des élections législatives, malgré sa défaite face à Macron.

Depuis des années, l'extrême droite travaille à s'implanter dans les territoires. Elle s'emploie avec méthode à détourner la désespérance sociale et la colère d'une partie des classes populaires au profit de son projet de division du peuple de France.

Elle est désormais parvenue à apparaître, aux yeux d'un large pan de l'électorat, comme un débouché possible pour une volonté de changement qui ne trouve pas d'écho suffisant à gauche.

C'est ce qui explique le vote d'un si grand nombre d'électeurs de la France dite périphérique, de ces territoires où la dégradation des politiques publiques se fait ressentir plus durement qu'ailleurs.

Dans de nombreux départements ou de circonscriptions, les habitants ont vu les bureaux de Poste fermer, puis les permanences de la Sécu, puis la gare, la ligne de train du quotidien, la trésorerie municipale, puis les gendarmeries, les commissariats.

En même temps, ce sont les usines qui ont disparu, laissant derrière elles des territoires exsangues, avec des écoles, des hôpitaux, des commerces qui ferment dans la foulée.

Regardez la carte électorale du RN et vous trouverez des territoires abandonnés par les services publics mais aussi meurtris par les fermetures d'usines telles que Bridgestone, Renault, Peugeot ou Ford, disparues au cours de ces dernières années.

Dans ces campagnes, dans ces territoires semi-ruraux et semi-urbains, le RN fait carton plein mais en plus, la gauche est à la peine. Quand bien même, elle est unie.

C'est d'ailleurs dans ces circonscriptions que le discours anti-voiture, anti-police, anti-nucléaire... de certains candidats de la Nouvelle union populaire, écologique et sociale ne sont pas toujours bien passés.

C'est bien tout l'enjeu des semaines et des mois à venir : réussir à convaincre autant les habitants des grandes villes, des métropoles, que ceux de la campagne et de la ruralité. Ne les opposons pas !

Ils vivent d'ailleurs tellement de situations comparables : recul des services publics, déserts médicaux, insécurité, précarité, chômage, salaires bas, conditions de travail déplorables.

C'est valable autant à Saint-Denis que dans le Puy-de-Dôme ou dans l'Allier.

Rien que dans la santé, 120 services d'urgences sont fermés faute de personnels dans toute la France. C'est une honte !

Nous avons, nous Parti communiste français, cette grande force d'être implantés sur tout le territoire national, dans les grandes villes, comme dans les campagnes, avec des élus, des parlementaires, des militants. Cela doit nous conduire à ouvrir ce chantier partout et à construire ce discours qui parle à toutes et tous.

La question du travail est pour moi la question centrale. Comment s'attaquer au chômage dans le contexte d'aujourd'hui ? Comment répondre aux pénuries d'emplois qui existent dans un tas de filières, dans le public comme dans le privé ? Comment retrouver notre souveraineté énergétique ? C'est un enjeu majeur, dans les mois qui viennent et dans les années aussi.

Comment reconstruire des services publics là où ils reculent ? Dans les milieux urbains comme dans les grandes ruralités ?

Comment finance-t-on tout cela ?

On voit bien que quand on parle du travail et des pénuries dans certaines filières aujourd'hui, autant dans l'Education nationale qui peine à recruter, dans les hôpitaux, que dans des secteurs privés, ce n'est pas qu'une question de salaire et d'attractivité. C'est plus profond que cela. Beaucoup de salariés font le choix aujourd'hui de changer de filière, de quitter leur boulot, de préférer gagner moins mais de vivre mieux. Ce sont des questions de société.

Comment reconstruire la France dans un tel contexte ? Lors des débats sur le pouvoir d'achat, je vous en donne un exemple qui va être débattu. L'intergroupe des forces populaires, écologiques et sociales, les 4 groupes de gauche va déposer une proposition de loi. Dans cette proposition, plusieurs mesures, celles que nous avons défendues ensemble aux élections législatives telles que la hausse du smic, la hausse des retraites, la baisse des taxes, le blocage des prix, tout cela nous allons le défendre ensemble. Mais il va y avoir aussi une proposition qui n'était pas dans l'accord et qui va être proposée, c'est celle d'un revenu garanti de 1 100 euros pour toute personne sans emploi. Avec l'objectif de ne laisser personne sous le seuil de pauvreté.

Est-ce la solution ? Nous devons en débattre.

Nous voulons bâtir une France qui réponde aux immenses défis qui sont devant nous : santé, climat, souveraineté énergétique et industrielle, recherche, enseignement, dépendance... Et pour cela, nous devons continuer de défendre inlassablement la possibilité d'accéder à un emploi pour tous, une formation, choisie, un revenu digne à chacune et chacun. C'est aussi par une telle proposition que nous parlerons à tous les Français, quel que soit leur lieu d'habitation. En remettant cette question du travail au cœur de la France.

C'est aussi en menant des combats, en mettant au cœur des luttes ces questions, celle du travail, de la dignité au travail, de la sécurité, de la souveraineté de la nation et des services publics que nous arriverons à conquérir les Français. Et posons la question des richesses que nous produisons, de la façon dont nous les produisons, de leur détournement comme d'une nouvelle utilisation de possible de l'argent au service du plus grand nombre : jamais l'extrême droite ne s'engage sur ce thème. Jamais l'extrême droite ne parle d'argent.

Oui, les luttes, les combats sur le terrain, avec les élus communistes permettent d'arracher des victoires et gagner des élections, même face à l'extrême droite.

D'ailleurs, la victoire de Jean-Marc Tellier dans le Pas-de-Calais montre qu'il est possible de gagner face à l'extrême droite. C'est le seul député qui gagne sur un député sortant d'extrême droite. Le seul de France et c'est là une belle leçon qu'il montre. C'est possible et cela nous invite à réfléchir, partout où l'extrême droite s'installe ou est installée.

Le travail des camarades du Pas-de-Calais et de Jean-Marc Tellier est le fruit de plusieurs années d'efforts, de luttes, de combats menés avec la population. C'est le choix d'être un candidat connu, apprécié, ancré localement. Et c'est le choix d'alliance avec des forces de gauche ancrées localement.

Je proposerai qu'il y ait également une séance de travail approfondie avec les députés qui sont élus dans des secteurs où le RN fait ses plus forts résultats, notamment à l'élection présidentielle. et que l'on partage nos expériences ensemble et que l'on regarde comment on peut réussir à faire reculer l'extrême droite dans ces territoires !

Il y a urgence.

Car l'arrivée massive de l'extrême droite sur les bancs de l'Assemblée nationale prépare son accès possible au pouvoir, y compris à brève échéance, en cas de dissolution.

La responsabilité de l'ensemble des forces de gauche est donc immense.

Défis de la gauche

A cet égard, l'alliance électorale constituée par la Nouvelle union populaire, écologique et sociale a indéniablement permis de répondre au désir d'union du peuple de gauche. Elle a favorisé le retour du clivage droite-gauche dans les confrontations politiques nationales. Elle a acté la convergence de toutes les composantes de gauche sur une série d'objectifs communs, de propositions communes, sans pour autant dissimuler les différences et les désaccords.

Elle a permis de qualifier de nombreux candidats de gauche au second tour et de faire élire un nombre bien plus important de députés de gauche. Ils sont ainsi un peu plus du double de ce qu'ils étaient sous la précédente législature. Maintenant que les groupes ont été déposés à l'Assemblée nationale, il n'y aura plus de débat sur les chiffres. Les députés issus de ces 4 groupes politiques et qui ont été élus avec l'étiquette Nupes sont au nombre de 151, le groupe LFI 75, le groupe PS 31, le groupe écologique 23 et le groupe GDR 22.

Nous sommes donc au nombre de 151, donc 151 à défendre nos propositions défendues dans le cadre des législatives.

Il s'agit là de résultats très positifs, auxquels nous avons largement contribué.

Ne boudons pas ce résultat.

Je sais que l'accord conclu après trois longues semaines de discussion, largement validé par nos directions réunies quotidiennement, a été difficile à avaler dans beaucoup d'endroits où des candidatures remarquables auraient pu l'emporter et permettre de gagner plus de députés de gauche. Je pense notamment à Bagneux, à Vénissieux, à Villejuif, villes où notre parti avait toute la légitimité politique, et avec des femmes candidates, à obtenir l'investiture de notre union...

Nous n'avons pas réussi à obtenir leurs investitures.

Si nous ne gagnons que deux députés, c'est bien parce que nos partenaires ne partageaient pas notre conception de la construction des candidatures et nous ont imposé des circonscriptions difficiles, malgré de solides atouts avec nos candidats.

Un autre constat s'impose : nous n'avons pas retrouvé les scores cumulés des quatre candidatures de gauche à la présidentielle; nous n'avons pas suscité l'élan de remobilisation qui aurait pu faire refluer l'abstention. Résultat : le total des voix recueillies par notre coalition électorale n'a pas progressé par rapport au total des suffrages de gauche de 2017, contrairement à l'extrême droite.

Tout cela appelle, à gauche, une réflexion stratégique poussée.

C'est le sens du courrier que j'ai adressé aux responsables des trois forces politiques afin de pouvoir en parler en toute franchise, sans tabou. L'objectif est de progresser, d'être constructifs, d'avancer et de ne pas briser le formidable espoir né de cette union.

Si nous voulons relever les défis immenses auxquels nous sommes confrontés, il nous faut aller plus loin, être capable de parler à tous les Français, ceux des banlieues comme ceux de la campagne, nous devons être capables d'aborder ensemble les questions essentielles du travail, de la souveraineté énergétique, de l'égalité des citoyens, de l'abandon des territoires ruraux, de la peur du déclassement de nombreux salariés.

C'est maintenant, dans l'action, que ces rassemblements doivent se construire, partout, dans nos régions, dans nos départements, dans nos villes. Et j'invite les communistes à être à l'initiative en invitant tous les citoyens à débattre des urgences dans chaque territoire.

En les invitant à engager des luttes et des initiatives pour résister à toute régression sociale, comme le recul de l'âge de départ en retraite à 65 ans.

En les appelant à se mobiliser pour obtenir des victoires pour l'augmentation des salaires et le blocage des prix, pour l'emploi et les services publics, pour arracher les mesures de justice sociale et fiscale qui s'imposent.

En les invitant aussi à discuter, dialoguer sur les grandes questions qui se posent concernant le travail, le capital et les propositions que nous pouvons porter ensemble.

Être ambitieux pour notre pays, c'est être une force de proposition et d'action au service des Français, c'est être une force de rassemblement au service de toute la gauche et de tous les acteurs du mouvement social.

Notre rôle, aujourd'hui, c'est d'obtenir au plus vite des avancées pour les Français, dès ce mois de juillet, au Parlement et sinon, de préparer une rentrée sociale en appelant à des mobilisations les plus larges.

Dès la semaine prochaine, les énergéticiens et les gaziers seront dans la rue face au mépris de leur direction qui ne leur accorde que 0,7 % d'augmentation quand les fonctionnaires, eux, verront leur point d'indice augmenter de 3,5 %. Ce qui est bien trop faible par ailleurs.

Notre rôle, ce n'est pas de bloquer les institutions, ni d'obtenir une dissolution de l'Assemblée nationale – dans quel but ? Notre rôle, ce n'est pas d'être les meilleurs opposants, ni les champions de l'obstruction.

Notre rôle, c'est d'obtenir des améliorations fortes pour les Français, c'est d'empêcher les mauvais coups comme le recul de l'âge de départ en retraite à 65 ans en proposant une réforme plus juste pour les générations à venir.

Nous avons d'ailleurs toujours considéré le travail parlementaire comme un travail de débat, de confrontation d'idées et de propositions et nous continuerons d'agir en ce sens, en votant ce qui est bon et en rejetant ce qui est mauvais pour les Français, pour notre pays. En prenant des initiatives !

Comme l'a fait le groupe au Sénat, tout de suite concernant la spéculation et les profiteurs de guerre, et qui déposera une mission flash pour pouvoir consulter les industriels, qui aujourd'hui, profitent de la situation pour augmenter leurs tarifs. Et nous continuerons de faire appel à l'intervention populaire pour pousser tout ce qui va dans ce sens de l'amélioration de la situation des Français.

Notre rôle est d'obtenir les changements attendus par une majorité de Français et pour cela, il faut leur dire maintenant que nous aurons besoin de leur intervention, de leur mobilisation, pour que ça avance dans le bon sens, il faudra faire appel à la mobilisation des Français !

C'est de cette manière que nous pouvons renouer avec la démarche portée pendant la campagne de la présidentielle, « La France des Jours heureux », qui demeure d'une totale actualité.

Initiatives du parti

Notre responsabilité politique est de favoriser une intervention populaire à la hauteur de la crise, contestant les logiques du système.

C'est le sens de la proposition que nous faisons de déployer, durant tout l'été, l'ensemble de notre force militante, en cohérence avec les propositions que nous porterons au Parlement sur le pouvoir d'achat, sur les salaires et l'emploi, sur toutes ces questions vitales pour des millions de Français.

Cette campagne peut d'ores et déjà s'appuyer sur un matériel du parti sur l'augmentation dès le 1^{er} juillet de 15 % du smic et la convocation urgente d'une conférence sur les salaires, sur la baisse immédiate des taxes sur le carburant...

En pointant systématiquement les moyens de leur mise en œuvre, avec la réorientation des richesses et une autre utilisation de l'argent. Car c'est aussi notre originalité.

Dans ce contexte politique inédit, la Fête de *l'Humanité* prend une importance toute particulière. Je laisserai Fabien Gay en parler aujourd'hui.

Elle sera pour nous l'occasion d'inviter l'ensemble des syndicalistes, des progressistes, des citoyen·ne·s qui s'interrogent sur l'avenir de notre société, sur la riposte à Macron, sur les moyens de faire refluer une extrême droite qui menace désormais l'avenir de la République, et sur les conditions d'une alternative solidement ancrée à gauche dans le pays.

Je souhaite qu'à la Fête de *l'Humanité*, nous puissions retrouver l'ensemble des responsables politiques de gauche, comme ceux des syndicats, pour débattre ensemble et également débattre avec des responsables gouvernementaux et patronaux de cette situation.

Enfin, nous avons à convoquer notre 39^e Congrès.

Il permettra de mettre à jour notre stratégie politique, nos objectifs dans la nouvelle situation et les moyens de les atteindre, d'élire les directions en capacité de les porter.

Je souhaite que nous travaillions à une appropriation totale des débats par les communistes, pour que leur souveraineté s'exerce pleinement dans le débat et la fraternité, pour que chaque adhérent soit pleinement porteur de la stratégie que nous déciderons tous ensemble.

C'est le sens du calendrier qui vous est proposé, discutons-en.

Ce congrès aura aussi un enjeu statutaire, comme nous l'avons décidé, pour faire évoluer nos statuts qui n'ont pas été révisés depuis plus de quinze ans.

Je vous remercie.